

L'an DEUX MIL VINGT, le VENDREDI 25 SEPTEMBRE, à 17 h 03, le Conseil municipal de Saint-Denis s'est assemblé en QUATRIÈME SÉANCE ANNUELLE, dans la Salle des Délibérations, sur convocation légale de la Maire faite en application des articles L. 2121-10, L. 2121-12 et L. 2121-17 du Code général des Collectivités territoriales (séance clôturée à 20 h 33).

Il a été, conformément aux dispositions de l'article L. 2121-15 du Code général des Collectivités territoriales, procédé à la nomination du Secrétaire de Séance pris dans le sein du Conseil municipal. Xavier-Jonathan RITOU a été désigné, par vote à main levée et à l'unanimité des votants, pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

### ÉTAIENT PRÉSENTS

(dans l'ordre du tableau)

Éricka BAREIGTS, Jean-François HOAREAU, Brigitte ADAME, Jean-Pierre MARCHAU, Julie PONTALBA, Gérard FRANÇOISE, Monique ORPHÉ, Ibrahim DINDAR, Dominique TURPIN, Yassine MANGROLIA, Sonia BARDINOT, Jacques LOWINSKY, Marie-Anick ANDAMAYE, Gilbert ANNETTE, Marylise ISIDORE, Stéphane PERSÉE (arrivé à 17 h 32 au Rapport n° 20/4-001), Claudette CLAIN, Geneviève BOMMALAIS, Virgile KICHENIN, Fernande ANILHA, Karel MAGAMOOTOO, David BELDA, Christelle HASSEN, Éric DELORME, François JAVEL, Joëlle RAHARINOSY, Philippe NAILLET, Jean-Claude LAKIA-SOUCALIE, Guillaume KICHENAMA, Jean-Alexandre POLEYA, Gérard CHEUNG LUNG, Christèle BEAUMIER, Benjamin THOMAS, Alexandra CLAIN, Raihanah VALY, Nouria RAHA, Julie LALLEMAND, Aurélie MÉDÉA, Jean-Max BOYER, Audrey BÉLIM, Véronique POUNOUSSAMY MALAYANDY, Xavier-Jonathan RITOU, Mathieu RAFFINI (arrivé à 17 h 15 après appel nominal), MÉDÉA MADEN Noela, Corinne BABEF, Jean-Régis RAMSAMY, Haroun GANY, Wanda YENG-SENG BROSSARD, Vincent BÈGUE, Faouzia ABOUBACAR BEN VITRY (arrivée à 18 h 22 au Rapport n° 20/4-010)

### ÉTAIENT REPRÉSENTÉS

(dans l'ordre du tableau)

Érick FONTAINE	(toute la durée de la séance)	par Jean-François HOAREAU
Michel LAGOURGUE	(toute la durée de la séance)	par Haroun GANY
Didier ROBERT	(toute la durée de la séance)	par Vincent BÈGUE

Les membres présents formant la majorité de ceux actuellement en exercice (50 présents sur 55), ont pu délibérer en exécution de l'article L. 2121-17 du Code général des Collectivités territoriales.

### ÉLUS INTÉRESSÉS

En vertu de l'article L. 2131-11 du Code général des Collectivités territoriales, les élus intéressés à divers titres n'ont pas pris part au vote des Rapports dont la liste suit :

		au titre du	Rapport n°
- Éricka BAREIGTS	(Présidente)	CCAS	20/4-006
- David BELDA	(délégués/ Ville)		
- Marylise ISIDORE (cf. p. 2)			

CCAS Centre communal d'Action sociale

		au titre du/ de	Rapport n°
(cf. p. 1)			
- Guillaume KICHENAMA	(délégués/ Ville)	CCAS	20/3-006
- Véronique POUNOUSSAMY MALAYANDY			
- Dominique TURPIN			
- Éric DELORME			
- Faouzia ABOUBACAR BEN VITRY			
(1) <i>Alain ZANÉGUY</i>			
<hr/>			
- Éricka BAREIGTS	(Présidente)	CCAS	20/4-007
- David BELDA	(délégués/ Ville)		
- Marylise ISIDORE			
- Guillaume KICHENAMA			
- Véronique POUNOUSSAMY MALAYANDY			
- Dominique TURPIN			
- Éric DELORME			
- Faouzia ABOUBACAR BEN VITRY			
(1) <i>Alain ZANÉGUY</i>			
<hr/>			
- Éricka BAREIGTS	(Présidente)	CCAS	20/4-021
- David BELDA	(délégués/ Ville)		
- Marylise ISIDORE			
- Guillaume KICHENAMA			
- Véronique POUNOUSSAMY MALAYANDY			
- Dominique TURPIN			
- Éric DELORME			
- Faouzia ABOUBACAR BEN VITRY			
(1) <i>Alain ZANÉGUY</i>			
<hr/>			
- Jacques LOWINSKY	(lien de parenté)	Lokal de la Source	
- Marie-Anick ANDAMAYE	(lien de parenté)	BCD	
- Geneviève BOMMALAIS	(lien de parenté)	ASD	
	(membre)	ADÉSC	
<hr/>			
(2) <i>Nadia RAMASSAMY</i>	(déléguée/ Région Réunion)	ÉPFR	20/4-025
- Gilbert ANNETTE	(délégués/ CINOR)		
- Jean-François HOAREAU			
- Julie PONTALBA			
- Benjamin THOMAS			
<hr/>			
- Dominique TURPIN	(élus délégués)	PRUNEL	
- Jacques LOWINSKY			
<hr/>			
- Éricka BAREIGTS	(Présidente)	CDÉ	20/4-043
- Christelle HASSEN	(déléguées/ Ville)		
- Claudette CLAIN			
- Joëlle RAHARINOSY			
- Nouria RAHA			
- Noela MÉDÉA MADEN			
(cf. p. 3)			

CCAS Centre communal d'Action sociale  
ASD Archers de Saint-Denis  
ÉPFR Établissement public foncier de la Réunion  
PRUNEL Projet de Rénovation urbaine Nord-Est Littoral  
(1) (2) élu(e) absent(e) à la séance

BCD Basket Club dionysien  
ADÉSC Association dionysienne d'Éducation sportive canine  
CINOR Communauté intercommunale du Nord de la Réunion  
CDÉ Caisse des Écoles

Accusé de réception en préfecture  
974-219740115-20200925-204041-DE  
Date de télétransmission : 01/10/2020  
Date de réception préfecture : 01/10/2020

- (cf. p. 2)
- Éricka BAREIGTS
  - David BELDA
  - Marylise ISIDORE
  - Guillaume KICHENAMA
  - Véronique POUNOUSSAMY MALAYANDY
  - Dominique TURPIN
  - Éric DELORME
  - Faouzia ABOUBACAR BEN VITRY
- (1) *Alain ZANÉGUY*

(Présidente)  
(délégués/ Ville)

CCAS

20/3-43

CCAS Centre communal d'Action sociale  
(1) élu absent à la séance

### DÉPLACEMENTS D'ÉLUS

Mathieu RAFFINI	arrivé à 17 h 15	après appel nominal
Stéphane PERSÉE	arrivé à 17 h 32	au Rapport n° 20/4-001
Faouzia ABOUBACAR BEN VITRY	arrivée à 18 h 22	au Rapport n° 20/4-010
Éricka BAREIGTS	sortie de 19 h 13 à 19 h 16	du Rapport n° 20/4-023 au Rapport n° 20/4-024

La Maire certifie que le compte rendu de la présente séance a été affiché à la porte de l'Hôtel de Ville de Saint-Denis, le VENDREDI 2 OCTOBRE 2020 et que le nombre de Conseillers municipaux présents a été de 50 sur 55.

**OBJET**      **Mise à jour du ratio d'avancement de grade pour le cadre d'emploi de conservateur territorial de bibliothèques**

---

L'article 49 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée dispose que « le nombre maximum de fonctionnaires appartenant à l'un des cadres d'emplois ou corps régis par la présente loi, à l'exception du cadre d'emplois des agents de police municipale, pouvant être promu à l'un des grades d'avancement de ce cadre d'emplois ou de ce corps est déterminé par application d'un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement de grade. Ce taux est fixé par l'assemblée délibérante après avis du comité technique. »

La collectivité doit fixer le taux ou ratio promu/ promouvables c'est-à-dire le pourcentage des promouvables (agents remplissant les conditions individuelles pour bénéficier d'un avancement de grade) qui pourraient être inscrits sur le tableau annuel d'avancement de grade et donc bénéficier d'un tel d'avancement de grade.

Par Délibérations n° 17/7-014 du 25 novembre 2017 et n° 19/2-037 du 29 avril 2019, les taux ont été mis à jour pour l'ensemble des filières.

Cependant pour la filière culturelle, pour le cadre d'emploi des conservateurs territoriaux de bibliothèques, qui relève de la catégorie A, ce taux n'a pas été prévu.

Les taux de promotion actuellement en vigueur à la Ville de Saint-Denis sont fixés en application des principes suivants pour les catégories A :

- 100 % pour les avancements intermédiaires dans les cadres d'emplois,
- 50 % pour les avancements dans les grades terminaux des cadres d'emplois.

Je vous propose, par conséquent, sur les mêmes principes rappelés ci-dessus, de fixer, pour la filière culturelle, les taux de promotion pour le cadre d'emploi des conservateurs territoriaux de bibliothèques comme suit.

<b>Cadres d'emplois</b>	<b>Catégorie</b>	<b>Grades d'avancement</b>	<b>Taux de promotion</b>
Conservateurs territoriaux de bibliothèques	A	Conservateur de bibliothèques en chef	50 %

Par ailleurs, lorsque l'application de ces taux à l'effectif des agents promouvables conduit à un nombre d'agents qui n'est pas un nombre entier, le nombre ainsi calculé est arrondi à l'entier supérieur.

Le nombre obtenu après application de ce taux demeure un nombre plafond d'agent pouvant être promu, l'établissement des tableaux d'avancement ainsi que les décisions individuelles d'avancement de grade demeurant de la compétence de l'autorité territoriale.

Le Comité technique réuni le 15 septembre 2020 a validé le taux proposé.

**OBJET** Mise à jour du ratio d'avancement de grade pour le cadre d'emploi de conservateur territorial de bibliothèques

---

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale et notamment son article 49 ;

Vu le Décret **n°91-841 du 2 septembre 1991 portant statut particulier du cadre d'emplois des conservateurs territoriaux de bibliothèques** ;

Vu l'avis favorable du Comité technique dans sa séance du 15 septembre 2020 ;

Vu le RAPPORT N°20/4-041 du MAIRE ;

Vu le rapport présenté par Monsieur François JAVEL au nom des commissions « Ville Ambitieuse » et « Ville Durable » ;

Sur l'avis favorable des dites commissions ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
A L'UNANIMITE DES VOTANTS**

Fixe pour la filière culturelle, les taux de promotion pour le cadre d'emploi des conservateurs territoriaux de bibliothèques comme suit.

<b>Cadres d'emplois</b>	<b>Catégorie</b>	<b>Grades d'avancement</b>	<b>Taux de promotion</b>
Conservateurs territoriaux de bibliothèques	A	Conservateur de bibliothèques en chef	50 %

Lorsque l'application de ces taux à l'effectif des agents promouvables conduit à un nombre d'agents qui n'est pas un nombre entier, le nombre ainsi calculé est arrondi à l'entier supérieur.